

L'état du débat sur le renouvellement de la monarchie en Espagne en ce début d'année tiendrait peut-être en une phrase: « les Princes sont préparés pour régner ». 35 ans après le rétablissement de la monarchie et le retour du roi Juan Carlos, état des lieux d'une presse qui aime sa monarchie.



Ce postulat a été formulé par deux journalistes, dont Carmen Enriquez de la chaîne de service public

TVE

. C'est le titre qu'elle et son confrère ont choisi pour un livre paru au mois de novembre sur Felipe de Borbon et Letizia Ortiz, prétendants à la succession au trône d'Espagne. La date est opportune puisqu'il s'agit de l'anniversaire des trente cinq ans du rétablissement de la monarchie dans le pays, qui annonce en même temps la fin prochaine du règne de Juan Carlos I.

Les Princes sont préparés pour régner

: la formule a été reprise par tous les titres de presse sans pondération. Et c'est par ce biais que la légitimité des héritiers apparaît au public, irrécusable.



Inaki Anasagasti, ancien membre du PNV (Parti Nationaliste Basque), a lui aussi publié cette année un ouvrage. Plaidoyer pour une ouverture du débat, *La monarchie protégée par la censure* dénonce l'entreprise de mystification de la Couronne en Espagne. "Le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et le groupe Prisa, qui édite *El País*

, ce sont eux qui ont donné le ton. Théoriquement, ils ne sont pas monarchistes, mais ils ont posé comme acquis que la figure royale était en charge de l'Etat."

Un état de fait, naturalisé par les journalistes, comme Carmen Enriquez, qui s'exprimait en novembre 2010 au micro de *Periodico Digital* : "Juan Carlos I a rencontré des problèmes à l'époque de son investiture, jusqu'à ce que les citoyens espagnols soient convaincus que ses

intentions étaient bonnes et se résumaient, ni plus ni moins, à convertir ce pays en un régime pleinement démocratique. Si on se réfère aux sondages, on s'aperçoit qu'il n'est question ni d'un refus, ni d'une remise en question du système monarchique en Espagne. Ce que certains voudraient faire croire."

Et son confrère Emilio Oliva de l'agence EFE, ajoutait en soutien : "Ces histoires de légitimité sont en réalité moins importantes qu'il n'y paraît. Les monarques ne rencontrent pas de problèmes auprès de l'opinion publique, l'opinion sérieuse." C'est la fabrique du consensus, qu'évoque encore Inaki Anasagasti : "Si la monarchie apparaît dans tous les enquêtes d'opinion comme l'institution la plus valorisée, c'est fondamentalement parce qu'il existe une censure et une manipulation étatiques, et que les informations qui nous parviennent de la Casa Real sont toujours positives."

Mentalité soumise

Pascual Serrano, journaliste au *Monde Diplomatique version espagnole*, dans une intervention publique en 2007 à Madrid, épingle sans détour la "mentalité soumise" de la presse espagnole, devant un parterre d'étudiants en journalisme: "L'imposition d'un régime monarchique requiert tout un appareil d'idéologisation [...] qui utilise les leviers émotionnels au service de la cause. En réalité ce modèle communicationnel s'applique régulièrement dans le panorama informatif espagnol, mais c'est quand il s'agit de la monarchie qu'il atteint son paroxysme. La dynamique générale est de taire tout ce qui fait référence à la contestation de la monarchie, de même passer sous silence le soutien à l'hypothèse républicaine."

En 2005, année du mariage de Felipe de Borbon et Letizia Ortiz, *El Pais* reproduit un questionnaire sur le couple princier. Trois réponses sont avancées : "1. Felipe et Letizia font un joli couple"; "2. chaque fois ils ont l'air

plus heureux"; "3. ils sont toujours plus touchants". L'"enquête d'opinion" du journal progressiste apparaît bien peu ouverte à la contestation. De même, le quotidien

El Mundo

l'année suivante, demande à ses lecteurs : "Croyez-vous qu'il faille réformer la Constitution pour éviter la discrimination de la femme dans l'ordre de la succession à la couronne ?".

Pascual Serrano, qui cite ces deux exemples dans son intervention à charge, suggère, au même titre que la gauche républicaine espagnole, qu'une certaine idée du progrès social tendrait à mettre fin aux discriminations entre la Couronne et 47 millions d'Espagnols, avant de légiférer sur l'ordre de passage au casting royal.

La presse ne doit pas remettre la monarchie en question"

Cette inertie médiatique autour de la question du régime de l'Etat espagnol, au-delà de la complaisance de certains "journalistes courtisans", est plus sérieusement l'expression d'un principe de précaution qui fait globalement consensus au sein de la population et de la classe politique. La République est perçue en Espagne comme une vieille chimère, enterrée il y a soixante dix ans avec la guerre civile, et la "mémoire historique" est une pomme de discorde que peu de médias se risquent à croquer.

Magis Iglesias, chef du service politique de l'agence de presse *Colpisa* et ex-présidente de la Fédération des journalistes espagnols (FAPE), reconnaît l'existence d'un parti-pris au sein de la profession: "La monarchie est une institution que même les républicains en Espagne ont reconnu indispensable à la stabilité du pays, qui a connu une guerre civile avant d'affronter une dictature. Notre démocratie est si jeune que toucher à la monarchie pourrait rouvrir de vieilles blessures, dont nous ne voulons plus. La presse ne doit pas remettre ça en question."

Ces vieilles blessures, ce sont les morts de la guerre civile et du franquisme, les "oubliés" de l'histoire contemporaine espagnole. A la mort du dictateur, la Loi d'Amnistie de 1977 a définitivement classé le dossier des crimes franquistes et jamais justice n'a été rendue aux républicains morts pour la démocratie. La tentative du juge Baltazar Garzon en 2008 d'entamer une enquête sur les crimes du passé s'est soldée par une éviction express du magistrat, qui risque 20 ans d'interdiction d'exercice sur ordre d'un syndicat d'extrême-droite.

Le franquisme a été dissout mais pas condamné, et ses héritiers intellectuels sont parmi les acteurs de la droite actuelle. Et les républicains, depuis 1939, ont perdu la partie. Juan Carlos I, sacré roi d'Espagne par Franco en 1975, est de fait devenu garant de la paix civile. Parce qu'il a chapeauté la Transition et orchestré le retour à la démocratie en faisant avorter un coup d'Etat, le roi a gagné le respect et la confiance d'une majorité d'Espagnols. Et de journalistes.

Des questions restent taboues

Selon Magis Iglesias, ce que la profession réclame maintenant, c'est la transparence des pratiques royales. "Depuis l'arrivée de la princesse Letizia dans la famille, on commence à être plus au courant. Quand l'infante Sofia est née, nous avons (les journalistes) reçu un sms de la Casa Real. Mais c'est insuffisant. On ne sait rien des affaires de la Famille Royale. Et à commencer par son coût." Mais tous les journalistes espagnols ne se satisfont pas de recevoir des textos de l'attaché de presse de la Famille royale.

Le journal *Publico* va se permettre de faire les comptes. Depuis trois ans, le quotidien généraliste occupe seul [un créneau déserté par ses confrères](#). En janvier 2010, il réclame dans ses pages la fin du mystère sur les dépenses de la Couronne espagnole

et [avance un calcul](#) : au total, plus de 33 millions d'euros seraient attribués annuellement à la Couronne, par une population qu'on dit partout éprise de ses monarques. Une autre "vérité", celle du plébiscite accordé à la Couronne, que trois mois plus tard le quotidien met à l'épreuve des chiffres. Selon le journal, le soutien populaire à l'institution royale a connu une baisse historique sur la période 1994-2008. Et particulièrement, [un rejet de la part des jeunes](#) qui n'ont pas connu la Transition.

"Toute la question est là aujourd'hui, admet Magis Iglesias. Le Roi a gagné l'affection et le respect de la population. Son fils, c'est à dire le Prince, doit maintenant les mériter

.
C'est pour ça que les médias en Espagne doivent s'atteler à un suivi sérieux du processus de succession, pour que le jour où Felipe succède à la couronne, les citoyens puissent juger s'il est nécessaire ou non."



Pour ce faire, les journalistes vont pouvoir compter sur un Prince coopératif. Parce que Felipe de Borbon aime les journalistes, et pas seulement sa femme. En mai dernier, il a tout naturellement présidé le Congrès Mondial des Journalistes qui se tenait en Espagne, et longuement loué la liberté de la presse, en ouvrant son discours par une question, a priori rhétorique : "Qui ne veut pas être bien informé aujourd'hui ?".

L'ironie veut qu'une loi protège la famille royale de la critique. L'article 491 du Code Pénal établit qu'il "sera imposée une peine de six à vingt quatre mois à qui utilise l'image du Roi ou de n'importe quel de ses ascendants ou descendants, ou de la Reine consort, ou du Régent ou de n'importe quel membre de la Régence, ou du Prince héritier, de n'importe quelle forme qui puisse affecter le prestige de la Couronne."

Magis Iglesias, qui présidait le Congrès Mondial des Journalistes en tant que présidente de la Fédération des journalistes espagnols, aux côtés du Prince Felipe, nuance la législation, qui a pourtant déjà [couté cher à la presse satirique](#) :

"La loi n'empêche pas de parler en mauvais termes de la monarchie, elle empêche les injures et les insultes au chef de l'Etat, comme pour n'importe quel citoyen. Mais s'attaquer à une institution comme l'est la gouvernance de l'Etat, ce serait grave. Ça pourrait amener la fin de l'institution, et ce serait alors irrémédiable. C'est donc logique que la monarchie l'empêche. Mais ça ne doit pas être au prix de fermer la porte aux autres journalistes."

Les "autres journalistes", c'est la bonne presse. Celle au nom de qui Magis Iglesias est actuellement en pourparlers avec le Prince. Car le monarque veut moderniser l'image de l'institution, et entrouvrir la porte du Palais. Mais pas pour y laisser rentrer n'importe qui. "Le Prince est très préoccupé, et m'appelle régulièrement pour savoir quel formule nous allons choisir, avoue la journaliste politique. Il redoute que s'il délivre des accréditations régulièrement,

En Espagne la presse préserve la monarchie

Écrit par Olivia Dehez

cela ouvre le champ à une presse spécialisée dans les médisances. Parce qu'il y a des gens qui se moquent de la princesse, font des critiques, enfin utilisent la couronne comme un élément de distraction et de scandale. Ils ne savent pas comment empêcher l'accès à ces gens-là tout en laissant les journalistes classiques faire leur travail d'information." C'est pourtant le quotidien généraliste

El Mundo

, qui en 1992 a le premier déplacé le Roi dans le domaine du people, en reproduisant une photo du chef de l'Etat sur une plage.

La monarchie négocie actuellement rapport renouvelé avec les médias. La FAPE a récemment exigé de la Casa Real qu'elle arrête d'envoyer des invitations mondaines à certains journalistes. Et que soient à la place délivrées des accréditations, afin de marquer la responsabilité de chacun.